



Paris, le 28 septembre 2012 – n°134/H030

//// Dossier suivi par : Odile Bovar
Tél. : 01 41 17 66 10
Fax : 01 41 17 55 41
odile.bovar@insee.fr

Note à l'attention

des membres du bureau du Cnis

Objet : Démarche moyen terme du Cnis

La note se propose d'apporter quelques précisions, sur les moments de concertation avec les producteurs de données dans cet exercice, de mettre l'accent sur les différentes formes d'écoute pour identifier les besoins des utilisateurs et de présenter des premiers retours des entretiens et les thèmes de Rencontres qui seront proposés au bureau du Cnis du 3 octobre.

1. Démarche générale : précisions sur la concertation entre utilisateurs et producteurs de données

Pour mémoire la démarche générale et son calendrier ont été présentés lors du bureau du 7 juillet dernier (cf. note point 3 et le compte rendu). Cette démarche doit déboucher sur des orientations cohérentes, réalistes et comprises par les utilisateurs. Ceci implique une concertation avec les producteurs de données qui auront de leur côté à construire leurs programmes statistiques de moyen terme qui tiendra compte à la fois des souhaits exprimés par les utilisateurs, du socle à reconduire, du nouveau programme européen. Il s'agit donc in fine de proposer au Cnis d'adopter des avis de moyen terme issus d'un processus itératif afin d'être cohérent et réaliste.

La concertation passe par différentes étapes :

- consultation des partenaires du Cnis, d'experts sélectionnés sur le bilan du moyen terme 2009-2013 et les futures orientations (échéance mi-novembre), restitution au bureau de décembre 2012
- débats ouverts pour approfondir des thématiques à enjeux (Rencontres et groupes de travail, échéance septembre 2013)
- concertation en commissions et bureau du Cnis pour formuler des projets d'avis (au cours de l'année 2013)
- mise en cohérence avec les producteurs pour proposer des projets d'avis moyen terme à adopter en assemblée plénière début 2014 (deuxième semestre 2013)

La consultation des utilisateurs : membres du bureau du Cnis, présidents de commissions, experts, hauts fonctionnaires

La statistique publique vise à éclairer les décideurs publics et privés et à apporter au grand public une compréhension sur les grandes évolutions économiques et sociales qui traversent la société. Il s'agit donc d'être à l'écoute de ces différentes composantes. Par construction le bureau du Cnis reflète ces composantes. Pour les entretiens, la priorité a donc été donnée aux membres de ce bureau et aux présidents de commissions, celles-ci couvrant l'ensemble de la production statistique.

Dans un deuxième temps, suite aux échanges du bureau du Cnis de juillet dernier, certains thèmes ont été privilégiés : territoires, mondialisation, compétitivité, économie verte, le numérique, l'individu et ses parcours dans le travail ... Ce sont ces sujets qui ont guidé le choix d'experts dans ces domaines. Enfin, la statistique publique se devant d'éclairer les décisions publiques, et d'apporter des éléments de compréhension pour l'évaluation, il semblait indispensable de rencontrer plusieurs hauts responsables de l'administration centrale (cf. en annexe la liste des entretiens).

Pour ces entretiens, des documents sont fournis : les avis moyen terme 2009-2013 et un guide d'entretien. Ce dernier met l'accent pour le futur sur le questionnement et non sur l'identification d'enquêtes ou d'opérations statistiques précises. De ce fait, les producteurs auront à identifier si les attentes relèvent d'études, de traitements pour une meilleure mise à disposition des données ou d'opérations nouvelles.

En terme de modalités, les entretiens se déroulent soit avec un interlocuteur unique, soit sous forme de réunion élargie. Odile Bovar conduit ces entretiens avec l'appui d'au moins une autre personne. Suivant le contexte, il peut s'agir des rapporteurs et des responsables de commission du Cnis ou encore lorsqu'il s'agit d'entretiens thématiques de haut niveau d'un inspecteur général expert dans le domaine.

Les liens avec les producteurs

Le Cnis anime la concertation entre utilisateurs et producteurs de façon continue et certains producteurs organisent eux-mêmes régulièrement une concertation avec leur propre réseau. Ainsi, ce moment « moyen terme » vient s'inscrire dans une situation hétérogène. De plus, des exercices de réflexion « moyen terme » existent à des moments qui ne sont pas forcément calés avec celui du Cnis, celui du programme européen entre en vigueur en 2013, celui de l'Insee affiche un horizon 2015.

Afin d'avoir une écoute la plus large possible, les souhaits des utilisateurs exprimés dans le cadre de ces réseaux pourront être intégrés s'ils parviennent au Cnis sous forme écrite d'ici début novembre pour cette étape de consultation, ou plus tard lors des débats qui se dérouleront en 2013.

D'autre part, la coordination statistique va adresser à tous les producteurs une note leur demandant leurs premières orientations pour cette période 2014-2018. Ces orientations seront présentées aux commissions se déroulant au premier semestre 2013.

Les utilisateurs sont conscients des contraintes budgétaires et européennes ce qui ne les empêche pas d'exprimer très volontiers leurs attentes car, au delà de leur contribution pour un intérêt général, ils en attendent un retour pour eux-mêmes. De même, les producteurs semblent apprécier ces moments d'écoute.

Aussi, afin d'aboutir à des orientations réalistes et cohérentes, il apparaît nécessaire d'avoir un processus itératif dans le courant de l'année 2013.

- Les étapes à venir

Pour des raisons d'organisation, il est nécessaire de caler dès le bureau du 3 octobre les grands thèmes des Rencontres (voir ci-dessous). Les éléments essentiels du bilan et les grandes orientations issues des entretiens seront présentés au bureau de décembre. Les services producteurs disposeront de ces éléments fin novembre pour les intégrer à leur propre réflexion. Le bilan devrait être validé début 2013 avec les producteurs et finalisé ensuite.

2. Premiers éléments issus de quelques entretiens

Il est encore tôt pour fournir des éléments représentatifs des entretiens dans la mesure où, à la date de la note, seuls 6 entretiens et 2 contributions écrites (sur 40 prévus d'ici la mi-novembre) ont été réalisées. Les thèmes abordés ci-dessous ne sont donc à ce stade que très partiels.

- *Le bilan*

Un premier constat général sur le fait qu'il y a eu beaucoup d'avancées, qui sont saluées.

Au vu d'un premier inventaire des informations effectué par le secrétariat général du Cnis, les avis moyen terme ont été la plupart du temps suivis de réalisations. Il y a peu de sujets totalement émergents. Il ressort spontanément des premiers entretiens que les groupes de travail et leurs rapports constituent une des plus fortes valeurs ajoutées du travail du Cnis. Il est regretté que ces rapports ne soient pas plus valorisés.

Ce présent moyen terme repose en grande partie sur la mise en œuvre de réflexions issues de groupes de travail précédant 2009 et un certain nombre d'opérations lourdes, certaines enquêtes notamment, vont aboutir en 2013. Il est donc nécessaire de finaliser ce bilan en 2013. Enfin, plusieurs rapports ont été élaborés dans ce présent moyen terme, leurs recommandations doivent être intégrées pour la période suivante.

Certains avis moyen terme ont bien été suivis de réalisations mais n'ont pas toujours fait l'objet de retours explicites en commissions. Cependant, le résultat se trouve souvent identifié par un avis d'opportunité, lorsqu'il s'agit d'enquêtes.

- *Les points communs*

Le contexte : alors que le précédent moyen terme était fortement marqué par la crise de confiance envers certains indicateurs et le début de la crise, cette fois-ci il apparaît que l'ampleur de la crise suscite un affinement des approches liées à ce contexte. Le 3^{ème} volet de la décentralisation, la question des difficultés financières de l'État et des collectivités locales, comme les suites du Grenelle semblent assez présents à travers les sujets évoqués et pas seulement par les acteurs territoriaux.

Faciliter l'accès des utilisateurs aux données, plus de pédagogie et d'accompagnement dans la diffusion des résultats.

Reconnaissance d'une évolution vers beaucoup plus de mise à disposition de données de la part de l'Insee et des autres producteurs. Ce sujet est récurrent et suscite diverses constatations et propositions. Beaucoup évoquent le fait que face à la complexité des sujets et à la diversité des émetteurs de données, il faut davantage accompagner la sortie des résultats pour éviter les mauvaises interprétations par les médias, les « détournements ». Certains évoquent aussi un manque de cohérence apparent entre les différents producteurs. Dans le même ordre d'idée, revient également le besoin de « voir » l'ensemble de la production statistique par thème, quel que soit le producteur. Un besoin de se retrouver dans ce « maquis » se manifeste, ainsi que le souhait que soient davantage utilisés les outils de communications liés à Internet.

Faciliter l'accès aux données, notamment fiscales- pour les chercheurs revient également.

Sur le Cnis :

Une appréciation très positive du travail fait dans les groupes de travail avec un souhait de meilleure valorisation des rapports.

Pour des membres du bureau, avoir une vision claire de qui éclaire-t-on, des priorités, des arbitrages. Des écarts finaux par rapport aux programmes présentés et le pourquoi.

Un besoin de vision d'ensemble qui distingue l'intangible et les sujets plus ponctuels.

Une connaissance des innovations opérées dans la statistique que ce soit dans les évolutions de contenu des grandes opérations statistiques sociales ou de collecte ou encore sur la diffusion.

Autres points :

Une demande de mise en cohérence, de mutualisation, de coordination entre les travaux de l'Insee et ceux des autres producteurs, rendue d'autant plus nécessaires avec les contraintes budgétaires. Une forte attente vis à vis de cet exercice pour les besoins propres des interviewés.

- *Quelques sujets spécifiques*

Autour de la mondialisation :

Les préoccupations du Cnis sont trop franco-françaises, besoin de plus de comparaisons européennes et au-delà.

- o connaissance du système productif « français » à l'échelle mondiale, notamment en dynamique, les liens entre risques systémiques financiers et croissance économique. Besoin d'un cadre de référence de données annuelles, les données sont éparées (Banque de France, Insee, Douanes, OCDE ...).
- o Besoin de traiter la dimension européenne en tant que telle : comparaisons européennes, notamment sur les thématiques d'Europe-2020, à différentes mailles, connaissance des évolutions dans les enquêtes induites par le programme européen, les priorités négatives ? et les attentes des usagers nationaux ?

Des approches territoriales renouvelées :

- o Pour la préparation des négociations État-collectivités dans le cadre de la future loi de décentralisation, un besoin d'état des lieux objectif : en particulier sur les interventions de l'État par type de compétence et niveau de collectivités locales. Connaissance des emplois publics transférés.
- o Connaissance des impacts des problèmes de ressources financières (emprunt, fiscalité) des collectivités locales sur l'économie locale en particulier pour les investissements (dont bâtiments, infrastructures) qui concernent souvent des emplois non délocalisables.
- o Disposer de données locales sur le système productif cohérentes avec les catégories publiées au niveau national
- o Mieux comprendre le rôle des localisations parmi les facteurs de développement économique, par exemple, comprendre le comportement d'épargne des ménages, notamment en étudiant leur cycle de vie dans le temps et l'espace, le fait métropolitain et les systèmes qui leur sont rattachés. Les questions foncières et immobilières.
- o Sujets environnementaux : impact des normes sur les finances locales
- o Besoin d'échanges, de concertation entre utilisateurs et les différents producteurs de données sur différents thèmes (système productif, santé par exemple).

Questions sociales

Connaissance des parcours et trajectoires des individus, notamment ceux en situation précaire suite à des chocs liés à la vie personnelle ou au travail mais aussi en lien avec les mutations technologiques et culturelles.

Déformation des revenus dans le temps, par catégorie, la question de la déformation des prélèvements fiscaux, des dépenses préengagées (affiner le concept) ... Études d'impact des choix fiscaux sur les conditions de vie, l'emploi, la consommation, le développement durable.

Cohésion sociale, affiner les approches de la pauvreté en conditions de vie, définition des besoins essentiels en pays développé

Connaître les besoins de santé pour les schémas régionaux de façon cohérente.

État de santé et travail par catégorie.

Trajectoires résidentielles par âge et CSP à un niveau fin et en dynamique, notamment des retraités et enjeux pour l'adaptation de l'offre de logement.

Contraintes budgétaires et offres de services, notamment pour les plus fragiles

Assurer la production de données dans une situation de contrainte sur les ressources :

Comment co-construire de la donnée locale cohérente et objective, dans le contexte du développement de l'open data.

Idée de partager les charges de collecte avec le monde des chercheurs (idée d'Equipex pour des enquêtes socle)

Chercher à faire coordonner des demandes d'information au niveau international pour une meilleure mutualisation

3. Le choix des thèmes de Rencontres ou autres dispositifs

Deux rencontres semblent indispensables. D'autres sujets, pourraient plutôt être traités en groupe restreint. Quelques focus sur certains sujets pourraient être mis en débat en commission de printemps. A ce stade, les thématiques précises ne sont ni prêtes, ni exhaustives. Elles devront s'affiner avec les entretiens à venir et la discussion avec les producteurs.

- *Rencontre sur la Mondialisation : compétitivité dont apport de la finance à la compétitivité, innovation, quel cadre d'observation statistique du système productif, quels besoins d'information sur la localisation du système productif, les impacts sur les facteurs de développement économiques*
- *Rencontre sur les besoins d'information statistique localisée : l'accès aux services, ressources financières des collectivités locales, affiner les besoins d'état des lieux et d'analyse des impacts, les questions environnementales sont exprimées à différentes reprises. Autre champ : comment avancer sur la co-construction de données localisées ?*
- *Rencontre ou Groupe de travail sur les parcours individuels : des avancées sur la connaissance des inégalités, notamment de revenu, mais besoin d'avancer sur la pauvreté en mode de vie (multidimensionnel, post Stiglitz ...), sur les dynamiques (voir plus haut), sur les parcours individuels suite à des chocs dans le travail ou la vie personnelle.*

ANNEXE 2

Liste des entretiens Moyen terme 2014

Catégories	Nom	Institutions
Cnis - Bureau		
Cnis - Présidents de Commission Cnis - Conseil	Quelques membres : Jean Marc Vittori Michel Lamy Alain Even+François Berthelon Pdt Dominique Balmay	Les Echos Cese Ceser Uniopss
Extérieurs Cnis		
Territoires		Fnau, Acuf, Adcf, Gart ... ARF Datar ADF
Économie internationale	El Mouhoub Mouhoud	enseignant-chercheur Paris Dauphine
Économie verte	Dominique Bureau	CGEDD-CEDD
Énergie	Claude Mandil	exAIE et CGEIET
Biodiversité	Pierre Chevassus-au-Louis	Inra MNHN
Finances	Gunther Capelle-Blancart	CEPII
	Olivier Garnier	SG
TIC	Alain Bravo	Pasc@line/Supelec
	Yves Gassot	IDATE
	Jean Mounet	Obs numérique/Sopra
Social	Mireille Elbaum	CNAM
	Julien Damon	Sciences Po
Administrations	Philippe Bouyoux	CGI
	Luc Rousseau	DGCIS
	Claire Waysand DG adj	Trésor
	Bertrand Martinot	DGEFP
	Serge Boscher	AFII